

de la loi du 20 avril 1916 modifiée par la loi du 24 octobre 1919, il y aura lieu de se conformer à l'avenir aux règles suivantes : les acheteurs exerçant une profession comportant la vente des marchandises acquises par eux devront signer un engagement du modèle ci-dessous :

« Je soussigné (nom, prénoms, domicile), exerçant la profession de....., m'engage à ne pas revendre au public les marchandises dont j'ai fait l'acquisition au dépôt de..... avec une majoration de plus de 25 p. 100 du prix d'achat, comprenant tous frais et droits, ainsi que le bénéfice des revendeurs qui me serviront éventuellement d'intermédiaires. Mention de l'origine des marchandises sera portée sur mes factures de vente. Je m'interdis, en outre, d'élever toute réclamation, pour quelque nature que ce soit, après que les marchandises seront sorties des magasins ; je déclare formellement prendre à ma charge tous les frais d'emballage, de manutention et de transport des marchandises achetées. »

Mention de cet engagement sera faite également sur les factures dont un exemplaire signé de l'acheteur devra rester entre les mains du sous-intendant.

Ces engagements et ces factures seront conservés au dépôt de façon à pouvoir être consultés par les agents du service de répression de la spéculation lorsqu'ils se présenteront pour effectuer leurs vérifications.

Toutes facilités devront être données aux agents de ce service pour faire, dans les écritures du dépôt, toutes les investigations nécessaires à l'exécution de leur mission.

YVES LE TROCCQUER.

ANCIENS COMMIS ET COMMIS DE PERCEPTION
PROPOSÉS POUR DES EMPLOIS DE PERCEPTEUR

Liste complémentaire de présentation
pour la 3^e classe.

MM. Bouliérac, ancien commis de perception à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
Rousselle, gérant intérimaire à Merville (Nord).

MINISTÈRE DE LA GUERRE

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 29 août 1919.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous demander l'attribution de la croix de la Légion d'honneur aux villes de Lens et d'Arras qui, parmi les plus glorieuses, ont mérité cette distinction par leur martyre au cours de la guerre.

Si vous approuvez cette proposition, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, et du ministre de l'intérieur,
Vu le décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 ;
Le conseil de l'ordre entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — La croix de chevalier de la Légion d'honneur est conférée aux villes de Lens et d'Arras pour les motifs suivants :

VILLE DE LENS : « Ville glorieuse, qui peut être citée comme un modèle d'héroïsme et de foi patriotique.

« Tombée au pouvoir des Allemands dès les premières heures de l'invasion de 1914, a été, pendant quatre ans, tour à tour, témoin ou enjeu d'une lutte sans merci.

« Organisée par l'ennemi en formidable ré-

duit de défense, libérée en partie par une offensive alliée, mutilée et écrasée au cours de combats incessants, n'a jamais douté du sort de la patrie. Croix de guerre. »

VILLE D'ARRAS : « Ville fière et vaillante, déjà témoin de luttes nombreuses. Vient d'ajouter de brillantes pages à son passé de gloire.

« Placée au pivot des opérations offensives et défensives des armées d'Artois, a supporté pendant plus de quatre ans, avec un patriotisme admirable, tous les dangers de la bataille sans précédent, qui se déroulait à ses portes.

« Ruinée, presque anéantie, n'a pas désespéré, et, sitôt délivrée, s'est mise au travail avec une admirable ardeur. Croix de guerre. »

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre de l'intérieur et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 août 1919.

R. POINCARRÉ.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

Vu pour exécution :

Le grand chancelier de la Légion d'honneur,
GAI DUBAIL.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 9 octobre 1919.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous demander l'attribution de la croix de la Légion d'honneur à la ville de Bapaume, en récompense de la belle conduite de ses habitants au cours de la campagne.

Si vous approuvez cette proposition, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre et du ministre de l'intérieur,
Vu le décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 ;
Le conseil de l'ordre entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — La croix de chevalier de la Légion d'honneur est conférée à la VILLE DE BAPAUME pour le motif suivant :

« Ville vaillante, digne de son glorieux passé, délivrée au lendemain d'une longue bataille, dont les coups l'avaient frappée durement, est retombée, après une année, aux mains de l'ennemi. Témoin de l'âpre lutte qui, comme en 1871, s'est livrée sous ses murs, a supporté toutes les épreuves avec héroïsme et a contribué à la victoire. »

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre de l'intérieur et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 octobre 1919.

R. POINCARRÉ.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur,
J. PAMS.

Vu pour exécution :

Le grand chancelier de la Légion d'honneur,
GAI DUBAIL.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 4 décembre 1919.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous demander l'attribution de la croix de la Légion d'honneur à la ville de Bethune, en récompense de la conduite héroïque de ses habitants au cours de la guerre.

Si vous approuvez cette proposition, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur par intérim,
GEORGES LEYGUES.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la guerre, et du ministre de l'intérieur,

Vu le décret organique de la Légion d'honneur du 16 mars 1852 ;

Le conseil de l'ordre entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — La croix de chevalier de la Légion d'honneur est conférée à la VILLE DE BETHUNE pour le motif suivant :

« Après avoir supporté vaillamment, pendant plus de trois années, de fréquents bombardements, a vu la ruée allemande de 1918 se briser sous ses murs.

« A payé de sa destruction et de sa ruine la vaillante résistance de ses défenseurs et la fière attitude de son héroïque population. Croix de guerre.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la guerre, le ministre de l'intérieur et le grand chancelier de la Légion d'honneur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 décembre 1919.

R. POINCARRÉ.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la guerre,
GEORGES CLEMENCEAU.

Le ministre de l'intérieur par intérim,
GEORGES LEYGUES.

Vu pour exécution :

Le grand chancelier de la Légion d'honneur,
GAI DUBAIL.

SERVICES ADMINISTRATIFS DU LEVANT

MUTATIONS

Par décision ministérielle en date du 24 décembre 1919 :

M. Fontaine (Hubert), lieutenant du 415^e rég. d'infanterie, à la disposition du haut commissaire de la République en Syrie (services administratifs du Levant), est remis à la disposition de son arme et maintenu au 415^e rég. d'infanterie.

M. Pietri (Félix), sous-lieutenant du 17^e rég. de tirailleurs indigènes, à la disposition du haut commissaire de la République en Syrie (services administratifs du Levant), est remis à la disposition de son arme et affecté au 19^e rég. de tirailleurs indigènes.

CORPS DES INTERPRÈTES MILITAIRES DE L'ARMÉE ACTIVE

PROMOTIONS

Par décret en date du 25 décembre 1919, sont promus :

Pensions militaires (marine marchande).

Par décret du 21 décembre 1919, sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, il est accordé à l'assimilé dénommé ci-après une pension de retraite, fixée conformément aux indications suivantes :

LAFONT (Jean-Louis-Jules-Alfred), administrateur principal de l'inscription maritime; 48 ans 10 mois 29 jours de services. — Jouissance du 15 août 1919..... 4.000 fr.

Par décret du 21 décembre 1919, sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et de la marine marchande, il est accordé au marin dénommé ci-après, une pension de retraite fixée conformément aux indications suivantes :

KERVEILLANT (Jean-Paul), garde-pêche maritime de 1^{re} classe; 35 ans 8 mois 11 jours de services. — Jouis. du 15 septembre 1919. 807 fr.

Nominations à des emplois réservés.**MINISTÈRE DES FINANCES**

Par décisions du directeur de l'imprimerie nationale en date du 23 décembre 1919 :

Les décisions du 2 décembre 1919 insérées au *Journal officiel* du 5 décembre 1919 nommant MM. Ducros et Sivitz, candidats militaires classés à l'emploi de gardien de bureau de 3^e classe, 1^{er} et 2^e tour, sont rapportées.

MM. Joulé (Noël-Arné-Edmond) et Fages (Albert), candidats militaires classés, sont nommés gardiens de bureau de 3^e classe, 1^{er} et 2^e tour.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS

Par arrêté du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts en date du 15 décembre 1919, M. Bouchand (Jean-Marie), ex-lieutenant au 123^e régiment d'infanterie, est nommé, par application de la loi du 17 avril 1916, expéditionnaire à l'administration centrale du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

PARTIE NON OFFICIELLE**Voyage du Président de la République dans le Pas-de-Calais.**

Le Président de la République a quitté Paris samedi soir, se rendant à Béthune, Lens, Arras et Bapaume pour remettre à ces villes la croix de la Légion d'honneur et la Croix de guerre qui leur ont été décernées par le Gouvernement pour reconnaître la conduite et les souffrances de la population pendant la guerre.

Il était accompagné du maréchal Pétain, de MM. Ribot et Jonnart, sénateurs du Pas-de-Calais, de MM. Evrard et Cadot, députés et du général Penelon, secrétaire général militaire de la présidence de la République.

M. Poincaré a été salué à son départ de la gare du Nord par MM. Autrand, préfet de la Seine; Raux, préfet de police et le général Berdoulat, gouverneur militaire de Paris.

Dimanche matin, à son arrivée à la gare de Béthune, le Président de la République est reçu par MM. Leullier, préfet du Pas-de-Calais; Stirn, sous-préfet de Béthune; Bou-

denoot, sénateur, Richard et Basly, députés.

Le 73^e régiment d'infanterie rend les honneurs, tandis que l'harmonie de Nœux-les-Mines joue la *Marseillaise* et que la population fait une ovation enthousiaste à M. Poincaré et au maréchal Pétain.

Le Président de la République et sa suite prennent place sur l'estrade dressée à cet effet et M. Poincaré prononce le discours suivant :

Messieurs, la ville de Béthune qui était justement fière du courage avec lequel elle avait soutenu, en 1740, le siège des armées de Marlborough et du prince Eugène, vient d'inscrire dans ses annales, des exploits qui dépassent en grandeur les plus glorieux souvenirs du temps passé. Quatre longues années de bombardements par canons et par avions, des incendies, des ruines, des morts, une perpétuelle menace d'invasion et, pour finir, l'exil de toute une population; — au milieu de ces épreuves, une confiance inébranlable, une volonté inflexible, une énergie indomptable — voilà, en deux mots, quelle a été pour vous, messieurs, la douloureuse histoire de cette guerre.

Dès la fin du mois d'août 1914, lorsque les troupes territoriales ont dû se replier vers le Sud, Béthune s'est trouvée, comme la plus grande partie du Pas-de-Calais, abandonnée aux incursions ennemies et, pendant plusieurs semaines, vous êtes restés dans l'incertitude et dans l'anxiété. Puis, après la bataille de la Marne, quand nous avons cherché à gagner les Allemands de vitesse dans cette vertigineuse course à la mer où se jouait le sort de Boulogne, de Calais et de Dunkerque, vous avez entendu, tout près de vous, à l'Est, le bruit des combats.

Sous les ordres du général Conneau et du général de Mitry, deux corps de cavalerie contiennent les forces allemandes qui tentent de progresser dans les environs et elles les fixent, d'abord, à Hulluch, à Benifontaine, à la Bassée. Les engagements se renouvellent pendant tout le mois d'octobre. Le 21^e corps d'armée, la 1^{re} division de cavalerie anglaise, le 2^e corps d'armée anglais y prennent successivement part; et, après des fluctuations qui déplacent plusieurs fois les lignes, les attaques ennemies sont brisées, le va-et-vient du front s'arrête et les Allemands s'immobilisent sur des positions qui, devant les Anglais, partent d'un kilomètre à l'est d'Armentières et se dirigent sur Festubert par Bois-Grenier, Neuve Chapelle et Richebourg-l'Avoué, et qui, devant notre 21^e corps, passent par Givenchy-les-la-Bassée, Vermelles, le voisinage Ouest de Loos et la fosse Calonne.

Ainsi tracées, les lignes vous laissent à la merci de l'artillerie allemande et, dès le 26 octobre 1914, le bombardement commençait. Il s'est poursuivi, à intervalles différents, jusqu'au 20 octobre 1918 et j'ai eu l'occasion d'en être témoin, lors de l'une des visites qu'il m'a été donné de faire à votre vaillante cité. Ne réussissant pas à atteindre Béthune, les Allemands se sont vengés de leur déconvenue sur elle, comme sur

Nancy, sur Verdun, sur Reims, sur Arras, sur Dunkerque, sur Calais, sur toutes les villes qu'ils ont espéré prendre et qui leur ont échappé.

Béthune était pour eux une cible de choix, avec sa richesse industrielle et commerciale, son merveilleux beffroi, chef-d'œuvre de l'art médiéval, et les innombrables puits miniers qui entourent votre ville. Aussi bien est-il tombé, en quatre années, plus de 70.000 obus sur vos malheureuses maisons, qui ont presque toutes été atteintes, dont 900 ont été détruites et 4.000 gravement endommagées. Les projectiles ont tué 200 et blessé 250 de vos concitoyens; ils ont allumé l'incendie dans les pittoresques charpentes qui surmontaient votre vieille tour, bouleversé et calciné les pierres, fondu les cloches, fait du centre de Béthune un cimetière de demeures humaines.

Chaque fois que la bataille se ranime à proximité de la ville, l'artillerie allemande redouble ses coups. Le 1^{er} décembre 1914, nous nous emparons du château de Vermelles et nous avançons le long de la voie ferrée de Béthune à Lens; les Allemands exercent aussitôt leurs représailles contre vous et, comme vous êtes, à leur gré, un peu loin d'eux et qu'ils redoutent l'imprécision de leur tir, ils s'en prennent surtout aux fosses les plus rapprochées d'eux. Du 28 février au mois d'avril 1915, ils ouvrent le feu sur des mines en plein travail et parviennent à suspendre plusieurs fois la production à Nœux, à Grenay, à Bully.

Quelques semaines après, nos attaques de l'Artois se développent jusqu'à l'est de Béthune et la prise de Loos par les Anglais vous donne un instant l'espoir d'un recul allemand. Mais l'année 1915 s'achève sans que vous reviennent le calme et la sécurité. Vous restez sous le feu de l'artillerie lourde et vos nuits sont sans cesse troublées par des raids d'avions.

L'année 1916 ne vous apporte aucun soulagement. Les Allemands prononcent, au mois d'avril, des attaques sur Hulluch, sur Loos et sur cette redoute Hohenzollern que les Anglais leur ont enlevée à l'est de Lens et c'est, en réalité, au milieu d'un champ de bataille que les habitants de Béthune continuent à vivre leur vie de travail.

Un instant, l'année 1917 est plus favorable. Les attaques locales que les troupes canadiennes entreprennent aux mois de mai et de juin contre les défenses de Lens, la prise d'une partie d'Avion, l'occupation des cités Sainte-Elisabeth, Saint-Emile et Saint-Laurent, tout cela est, d'abord, pour vous d'assez bon augure; mais, de nouveau, nos alliés sont arrêtés dans leur progression et à la fin de 1917, vous vous trouvez toujours exposés à un retour offensif de l'ennemi.

La défaite roumaine, la défection russe, la retraite italienne, la hâte qu'ont les Allemands de profiter de tous ces avantages avant l'arrivée des forces américaines vont précipiter les événements. Le 21 mars, l'en-

nemi se jette sur les 3^e et 5^e armées britanniques de Fontaine-les-Croisilles à Fargniers; il bouscule les troupes anglaises et marche dans la direction d'Amiens, avec l'espoir de nous couper de nos alliés. A peine cette violente offensive est-elle arrêtée que, dans la matinée du 9 avril, les Allemands, portant leur effort sur un autre point, attaquent entre la Bassée et Armentières la 1^{re} armée britannique, que commande le général Horne.

Depuis trois semaines, le maréchal Haig a été forcé de dégarnir le front de Flandre pour alimenter la bataille de Picardie. Les neuf divisions allemandes qui entrent en ligne ne trouvent donc, au début, devant elles qu'une division portugaise et trois divisions anglaises fatiguées. L'assaillant écrase les Portugais, pénètre jusqu'aux secondes positions, s'empare de Laventie et des deux Richebourg et, encouragé par un succès qui dépasse toute espérance, appelle à la hâte des réserves pour élargir la brèche qu'il a ouverte. Il se jette sur Festubert, Estaires, Nieppe, Messines, et s'avance jusqu'à une profondeur de douze ou treize kilomètres, à l'ouest de ses tranchées de départ. La 2^e armée britannique, que commande le général Plumer, est engagée dans la bataille et le saillant d'Ypres est gravement menacé.

Stimulée par ces premiers résultats, l'armée allemande accentue sa poussée et précipite sa marche; elle dépasse Merville; elle tient Festubert à l'est de Béthune; elle atteint Robecq au nord-ouest et voici désormais votre ville à portée des pièces de campagne. Dès le commencement d'avril, il a fallu l'évacuer et votre population, qui jusqu'alors n'a jamais voulu s'éloigner, ne peut qu'exécuter patriotiquement l'ordre des autorités militaires.

La bataille continue. Les Anglais opposent aux attaques allemandes une résistance acharnée; mais l'ennemi rafraîchit constamment ses forces et arrache à nos alliés Bailleul et Neuve-Eglise. Il vise maintenant Hazebrouck, et, par-delà Hazebrouck, ce Calais sur lequel il a déjà cru mettre la main en 1914. Mais des renforts britanniques arrivent enfin et les Allemands s'arrêtent un instant devant la forêt de Nieppe, au pied des monts de Flandre et sur les pentes du Kemmel.

Au même moment, des forces françaises viennent s'établir derrière les divisions anglaises pour les appuyer éventuellement, et, lorsqu'après une trêve de quelques jours, les Allemands reprennent leur offensive sur le mont Kemmel, ils trouvent devant eux, sur le massif, notre 28^e et notre 151^e divisions, qui leur opposent une admirable résistance, mais qui, écrasées sous le nombre, ne peuvent garder la position. De vigoureuses contre-attaques franco-anglaises paralysent, du moins, les efforts que fait l'ennemi pour déboucher au nord du Kemmel; et le 29 avril, une dernière tentative allemande échoue définitivement devant le

reste de la chaîne montagneuse, grâce à la magnifique énergie de notre détachement d'armée et des troupes britanniques. Le massif des monts reste entre nos mains, Ypres n'a pas succombé, la route de Cassel est fermée aux Allemands qui, épuisés, renoncent désormais à réveiller le combat.

La bataille des Flandres est close; mais le général Foch songe maintenant à mettre à profit la faculté d'initiative qui lui est laissée par l'ennemi. Le 3 mai 1918, il incite le maréchal Haig à préparer une attaque anglaise de Robecq et Festubert sur Merville et Estaires. Le 12 et le 20 mai, il revient sur la question et, en même temps qu'une opération dans la région d'Amiens, il met à l'étude une offensive au Nord et à l'Est de Béthune. L'avance allemande a eu, en effet, pour grave conséquence d'exposer de plus en plus les mines de Bruay aux coups de l'artillerie et d'entraver tous les transports de charbon qui passent par votre gare. Dans toutes les fosses qui nous restent, le travail est devenu difficile et périlleux.

J'ai visité, à ce moment, plusieurs des exploitations menacées et à Nœux, notamment, j'ai vu les mineurs accomplir, avec une simplicité héroïque, sous le feu de l'ennemi et à deux pas de leurs corons en ruines, une tâche dont ils connaissent toute l'importance nationale; et j'entends encore leurs délégués me dire: « Nous nous considérons ici comme en service commandé et, si nous étions forcés de partir, nous demanderions à prendre les armes et à aller au front. »

Préoccupé des dangers que courent les mines et voulant dégager la contrée, le général Foch signale de nouveau, le 12 juillet 1918, au maréchal Haig, l'intérêt qu'il y aurait à déclancher une attaque anglaise sur le front Festubert-Robecq de manière à mettre Bruay définitivement à l'abri. Le maréchal Haig croit que, du point de vue stratégique, il est plus utile de reprendre, d'abord, le mont Kemmel et le sort du bassin minier demeure en suspens.

Après le 15 juillet, les batailles de Champagne, de l'Aisne, de la Somme, de la Woëvre, se succèdent avec une telle rapidité et de tels succès que le commandant en chef des armées alliées cherche avant tout, comme il est naturel, à exploiter sans retard les résultats obtenus. Il sait bien que Béthune et les mines recueilleront indirectement le profit des victoires qu'il remporte ailleurs; et, en effet, du 20 août au 5 septembre, l'avance que les armées britanniques viennent de réaliser sur la Somme oblige l'ennemi à évacuer le saillant de Bailleul-Merville; moins d'un mois après, les Allemands, poussés par la 5^e armée britannique, accentuent leur repli, se retirent sur la Lys, puis au delà, et rendent enfin à la ville de Béthune la tranquillité qu'elle n'a plus connue depuis quatre années.

Aussitôt les habitants reviennent; ils sont déjà plus de 2,000 en décembre 1918; bientôt 5,000, 10,000, 15,000 et leur nombre

augmente tous les jours. Lorsqu'au mois de février 1919 le 73^e régiment, qui, depuis 1870, tient garnison à Béthune et qui a reçu la fourragère pour sa belle conduite au feu, rentre dans la ville ruinée, la population est presque au complet pour le saluer de ses acclamations enthousiastes. Tout le monde se met vaillamment à l'œuvre pour reconstituer la cité. Que dis-je, la reconstituer? Vous projetez de l'embellir. Puisque le centre de Béthune a été complètement détruit par la fureur de l'ennemi, vous voulez que votre beffroi, dont les substructions sont heureusement conservées, soit relevé dans un site plus découvert et que rien n'en dérobe désormais la vue à l'admiration des passants et des visiteurs. Vous entendez que le mieux sorte du pire et que Béthune, enfin sauvée du martyre, oublie ses longues souffrances dans un renouveau de richesse et de beauté.

Il y a parmi vous, messieurs, une vieille confrérie, fondée, je crois, au cours d'une épidémie de peste, en 1188, et composée aujourd'hui encore des notables de votre ville. Elle est chargée de transporter les morts et, pendant la guerre, elle a si noblement rempli cette mission funéraire qu'elle a été citée à l'ordre du pays. Le même courage dont a fait preuve l'association « Les Charitables », chacun de vous l'a montré durant les longues années de bombardement et les tristes mois d'exil. C'est à vous tous que j'exprime aujourd'hui la reconnaissance nationale, en remettant à votre valeureuse cité, au nom du Gouvernement de la République, la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre.

Puis le Président de la République, aux applaudissements de la foule, épingle sur un écusson de soie aux armes de la ville la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre.

Le maire adresse quelques paroles de remerciement au Président de la République.

Le Président de la République quitte alors Béthune et se rend à Lens. En remettant à la ville la croix de la Légion d'honneur et la croix de guerre, il s'exprime ainsi:

Messieurs, lorsque je suis venu, l'an passé, peu de jours après la retraite de l'ennemi, visiter la malheureuse ville de Lens, je n'ai trouvé devant moi qu'une immense solitude et un monceau de poussière. Depuis 1914, j'avais eu bien souvent sous les yeux des spectacles de désolation et d'épouvante. Nulle part, cependant, ni à Verdun, ni à Reims, ni à Arras, ni ailleurs, je n'avais vu dévastation plus complète ni plus lamentable chaos. Ce boulevard des écoles où jadis, à l'entrée et à la sortie des classes, allaient et venaient tant de petits garçons et de fillettes, où se pressaient journellement la foule de vos concitoyens, où circulaient, à des heures régulières, les mineurs remontant des fosses, les ouvriers sortant des ateliers, les employés revenant de leurs magasins, ce long boulevard si plein de vie et d'activité n'était plus qu'une monotone et sinistre rangée de pierres en éclats et de briques en poudre. De votre nouvel

Hôtel de Ville, de votre église, dont la tour carrée avait autrefois servi à l'établissement du télégraphe Chappe, du monument élevé par vos soins à la mémoire de Desormes, il ne restait que des ruines informes et des décombres où il était impossible de rien retrouver du passé. Dans la plaine ravagée par le feu, les seize puits de la compagnie des mines avaient été inondés et mis hors d'usage par les armées ennemies. Sous les chaussées des routes, les Allemands avaient, avant leur départ, traîtreusement dissimulé des mines retardées, qui éclataient peu à peu sous les pas des soldats anglais; ils avaient, en outre, tendu de vastes nappes d'eau pour gêner la progression des troupes britanniques. On ne pouvait imaginer champ de bataille plus horrible, ni désert plus lugubre.

Aujourd'hui cependant, voici que plusieurs milliers d'habitants sont revenus sur cette terre bouleversée, qu'ils y ont construit des baraquements, hélas! encore bien insuffisants, des abris en planches et en briques, qu'ils y ont activement poussé les travaux de déblaiement, qu'un plan d'extension et d'embellissement de la ville a été dressé, que les marchés de denrées et de vêtements ont peu à peu retrouvé leur achalandage, que Lens enfin commence à renaître de ses cendres et qu'elle donne déjà d'heureux signes d'une vitalité nouvelle.

J'ai voulu apporter aujourd'hui à son maire, qui a donné l'exemple du patriotisme, à sa municipalité, à sa courageuse population, toutes les félicitations de la France. Depuis plusieurs mois déjà, je désirais m'acquitter de ce devoir. Les circonstances m'ont empêché de réaliser plus tôt mon projet; mais je ne me serais pas consolé de ne pas venir du moins, avant le terme très prochain de ma magistrature, offrir aux habitants de Lens le témoignage de la reconnaissance nationale.

Avant la guerre, messieurs, votre ville avait atteint, en quelques années, un haut degré de prospérité. Comptant près de 35,000 âmes, elle était devenue la capitale florissante d'un riche bassin houiller qui alimentait une grande partie de l'industrie nationale. Théâtre de nombreuses manifestations artistiques, populaires, syndicales, elle était le foyer préféré de la Muse noire. Ses ouvriers étaient énergiques et laborieux, ses femmes économes, ses enfants alertes, intelligents et studieux. Elle ne formait qu'un vœu : la continuation du travail et le développement du progrès social dans la paix des peuples.

La folle ambitieuse de l'Allemagne impériale n'a eu de cesse qu'elle n'eût tari ou empoisonné une telle source de richesse française. En violant la neutralité de la Belgique, l'ennemi ne perdait pas de vue l'occupation de nos mines du Nord. Dès le 31 août 1914, il entra à Lens, avec tout l'appareil de la victoire et de l'arrogance; et si la bataille de la Marne le contraignait, le 7 septembre, à s'éloigner d'ici, il revenait

moins d'un mois plus tard, le 4 octobre, et il restait dans votre ville infortunée, jusqu'à la veille de l'armistice, c'est-à-dire pendant plus de quatre ans, quatre ans longs pour Lens comme des siècles et durs pour vous comme un temps de captivité ou de déportation.

Combien de fois, du haut des collines où les troupes françaises avaient installé des observatoires, combien de fois n'ai-je pas contemplé avec mélancolie le riant tableau de votre plaine, égayée par les toits rouges des corons! Je voyais au loin les cheminées et les élévateurs de vos usines, j'apercevais votre grande cité alors à peu près intacte et je me demandais tristement de quelles vexations vous alliez encore être victimes, avant que nous pussions enfin venir jusqu'à vous et vous rendre la liberté.

Tandis que les Allemands bombardaient copieusement Arras et Béthune, nous évitions, bien entendu, autant que possible, de détruire les villes et les villages que nous avions en face de nous et dans lesquels cantonnait l'ennemi. Ordre était donné à notre artillerie de ne tirer que sur les gares ou sur les emplacements où étaient repérées des batteries allemandes. C'est ainsi que, le 27 novembre 1914, une dizaine de trains ont quitté sous nos obus la station de chemin de fer et que le 30 janvier 1915 un de nos trains blindés de 95 a dû tirer sur la fosse 11, où les Allemands essayaient de dissimuler leurs pièces.

Mais, quelques précautions que nous prissions, vous n'étiez qu'à six kilomètres à l'intérieur des lignes et, au moment des grandes offensives franco-britanniques en Artois, vous avez fatalement subi le contre-coup de l'activité de l'artillerie.

Les Allemands supportaient, du reste, impatiemment le voisinage de votre patriotique population. Près de 18,000 habitants étaient restés dans la ville depuis la première occupation. Au début de 1917, l'ennemi les évacua peu à peu, de manière à exécuter plus librement les fameux plans d'Hindenburg et de Ludendorff; puis le 11 avril, il expulsa en masse tous ceux d'entre eux qui se trouvaient encore à Lens et les jeta brutalement, sans ressources et sans moyens de transport, sur les routes du nord de la France et de la Belgique. Contributions de guerre, réquisitions, amendes, emprisonnements, exécutions capitales, les habitants de Lens avaient tout connu depuis 1914. Il fallait, pour couronner votre martyre, cette condamnation barbare à l'exil, à l'abandon et à la faim.

De longs mois se succèdent encore, sans que Lens soit libérée. Elle reste, déserte et morte, sous la main de l'ennemi. Ce n'est qu'aux premiers jours d'octobre 1918 que les Allemands, chassés par le bombardement des Anglais, commencent à se replier vers le canal de la Haute-Deûle, derrière les inondations et les marais. Les troupes britanniques s'approchent de la ville, de sanglants combats se livrent à la cité 9. au Château-d'eau, au Crassier-Vert. Le 3 oc-

tobre, ce qui subsiste de Lens, un large espace couvert de briques émiettées, est enfin réoccupé par nos vaillants alliés.

Depuis lors, quinze mois ne se sont pas écoulés; et par un prodige de volonté, de travail et de courage, vous avez déjà, messieurs, fait sortir votre ville du sépulcre où elle était ensevelie. Vous allez maintenant avec l'aide nécessaire des pouvoirs publics, reconstituer sa fortune et sa puissance industrielle. En souvenir des souffrances qu'elle a endurées et de la patriotique énergie qu'elle a montrée, je lui remets, au nom du Gouvernement de la République, la croix de la Légion d'honneur et la Croix de guerre.

M. Basly, député, maire de la ville de Lens, remercie le Président de la République de l'honneur fait à la ville de Lens.

Puis, M. Poincaré se rend à l'hôpital. Sur tout le parcours, il est l'objet de manifestations de sympathie. Après cette visite, le cortège se rend à la gare, et le train présidentiel part aussitôt pour Arras.

Reçu à la gare par le maire de cette ville, M. Liarcy, le Président se rend ensuite sur la petite place où a lieu la cérémonie.

Après avoir pris place sur une estrade, avec les personnes de sa suite, le Président de la République prononce le discours suivant :

Messieurs, à voir aujourd'hui, dans les ruines de la ville d'Arras, près de 40,000 habitants travailler, avec une si belle ardeur, à effacer les traces d'un passé douloureux, j'éprouve un sentiment d'admiration et de respect que je voudrais faire partager à toute la France.

Lorsque je venais, ces années dernières, parcourir les tranchées voisines ou saluer les vaillants citoyens qui, à l'exemple de votre maire, demeuraient obstinément à leur poste dans votre cité meurtrie, je mesurais, à chacune de mes visites, les progrès incessants de la dévastation. Aujourd'hui, voici que des maisons se relèvent, que le collège de garçons et le collège de filles ont rouvert leurs portes, que les enfants affluent dans les écoles et que la ville renaissante offre aux réfugiés des villages environnants une généreuse hospitalité. Spectacle magnifique de confiance et de vitalité, qui condamne le pessimisme et le découragement et qui nous prouve, une fois de plus, que rien n'est impossible au courage et à la volonté.

Arras a cependant été une des plus malheureuses victimes de la guerre, puisqu'elle est restée, pendant près de quatre ans, à quelques centaines de mètres des lignes ennemies, qui la serraient comme dans un étou et la menaçaient sans cesse d'un écrasement total.

Le 14 août 1914, lorsque le général Joffre avait donné l'ordre d'établir entre Dunkerque et Maubeuge un barrage qui fut malheureusement trop fragile, c'est dans votre ville que le général d'Amade avait, d'abord, installé son quartier général; mais lorsqu'il eut été forcé de prescrire la retraite à ses divisions territoriales, il sortit lui-même d'Arras, le 27 août, et rien ne

vous protégea plus contre les incursions de l'ennemi. La plupart d'entre vous, cependant, restèrent dans leurs foyers.

Après la victoire de la Marne, le 15 septembre, le général d'Amade fut, de nouveau, chargé d'opérer à la gauche de nos armées, avec mission de chercher à avancer dans la direction d'Arras. Le 18, il se trouvait à Amiens et il poussait vers votre ville le gros de son corps de spahis auxiliaires. Cinq jours après, vous entendiez des coups de feu, c'était un détachement de ces spahis qui, à vos portes mêmes, rencontrait quelques cavaliers allemands. Le 24, nos divisions territoriales approchaient d'Arras et aussitôt s'engageaient dans la région des combats qui se prolongeaient, avec des alternatives diverses, jusqu'au 1^{er} octobre.

A cette date, les divisions territoriales, épuisées par cette série d'engagements, sont renforcées, puis progressivement remplacées par des troupes actives. Sous le commandement du général de Maud'huy, une subdivision de la 2^e armée reçoit l'ordre de couvrir Arras. La bataille redouble. La 70^e division d'infanterie perd Fresnoy, mais se maintient à Bailleul et à Rouvroy. La division Barbot résiste à Athies et à Feuchy. L'ennemi renouvelle ses attaques et nous sommes forcés de nous replier à gauche sur Vimy et Givenchy, pendant que le corps de cavalerie du général Conneau contient l'effort de l'assaillant, qui tente de déborder la division Fayolle. Le même jour, 4 octobre, les Allemands pénètrent dans Lens, qui n'est défendu que par un petit nombre de cyclistes et par une brigade à pied de la 5^e division de cavalerie. Mais l'effort ennemi s'épuise, le mouvement de la bataille se ralentit, le front se stabilise autour d'Arras à demi encerclé et la lutte de tranchées commence, avec ses interminables longueurs et sa sanglante monotonie.

Dès le 6 octobre, les Allemands se mettent à bombarder violemment Arras, qui a encore presque toute sa population et que rien n'a prévenue de cet odieux traitement. Tous les jours suivants, les obus continuent à tomber sur la ville et il va en être de même pendant quatre lentes années. C'est par centaines de mille qu'il faudra compter les projectiles de tous calibres lancés sur tous vos quartiers.

Le 20 octobre 1914, le 10^e corps réussit à dégager les faubourgs de Saint-Sauveur et de Rouville, et la 20^e division occupe la briqueterie de Beaurains. C'est assez pour que, le lendemain, les Allemands s'acharnent sur votre magnifique hôtel de ville, d'un si pur style hispano-flamand, et sur le splendide beffroi des quinzième et seizième siècles, qui était la gloire de votre cité. Peu de temps après, en visitant, un soir, votre petite place avec votre maire et votre ancien évêque, j'ai vu, dans l'ombre, votre fier lion d'Artois couché sur le sol au milieu d'un monceau de pierres ébouloées. Triste et passagère victoire de la force brutale sur l'art et sur la beauté.

Un autre jour d'octobre, à la faveur de l'obscurité, les Allemands attaquent violemment Arras au sud-est en essayant de déboucher entre Beaurains et Tilloy. Une contre-attaque les rejette sur leur ligne de départ. Mais, au nord-est, nous sommes ramenés jusqu'aux confins d'Arras, à Saint-Nicolas, et nous regagnons à grand-peine une partie du terrain perdu. Des combats quotidiens s'engagent dans le cimetière de Blangy, le faubourg de Ronville, le faubourg Saint-Sauveur, pendant que, plus au nord, notre 21^e corps et notre 13^e division d'infanterie luttent pied à pied contre des offensives renouvelées, à Roclincourt, à la Maison-Blanche, à la Targette, à Carency, à Ablain-Saint-Nazaire, et que les obus ennemis viennent peu à peu déchieter les vieilles tours du mont Saint-Eloi.

Un autre de nos corps d'armée contribue également depuis quelques semaines à la défense d'Arras. C'est le 33^e, à la tête duquel a été nommé, le 20 octobre, votre illustre compatriote, le général Pétain. Par un hasard dont il s'est certainement félicité, le général Pétain, qui était ici même, avant la guerre, colonel du 33^e régiment, a été appelé, comme commandant du 33^e corps, à couvrir le front d'Artois; et ses vaillantes troupes sont, maintenant, tout près de vous, à Notre-Dame-de-Lorette, à Carency, à Neuville-Saint-Vaast, à Ecurie.

Mais l'ennemi s'acharne sur Arras et, le 1^{er} novembre 1914, pour se venger de n'avoir pas réussi à prendre la ville, les Allemands bombardent l'hospice des vieillards et y tuent une quarantaine de pensionnaires.

Arrive l'hiver; de part et d'autre, les attaques se raréfient et la mauvaise saison ne laisse guère place qu'à des opérations de détail intermittentes. Cependant, au mois de décembre, une manœuvre d'ensemble est montée contre la corne nord-ouest de Saint-Laurent et contre Notre-Dame-de-Lorette, puis contre Carency; et, malgré l'humidité dont le sol est saturé, nous nous emparons de la mairie de Saint-Laurent, de la première ligne ennemie sur les pentes nord de Lorette et de quelques tranchées voisines de Carency. Gain modeste et coûteux, que les Allemands font payer cher à la ville d'Arras.

L'activité s'éteint. Chacun des adversaires organise de son mieux ses positions. On complète les réseaux de fils de fer; on fait des prodiges pour rendre les boyaux praticables et pour protéger les tranchées contre la boue. Les briques de vos maisons sont transportées par les poilus jusqu'aux premières lignes qui serpentent autour de la cité, et, après quelques semaines, il y a ainsi, devant Arras, une multitude de petites ruelles, profondément creusées dans la terre et dallées comme des vestibules. Nulle part, je n'ai vu de tranchées qui fussent construites avec la même solidité, j'allais presque dire avec la même élégance. Mais c'étaient les ruines de vos demeures qui faisaient les frais de ces constructions souterraines.

Nous employons la fin de l'hiver à préparer la grande offensive que la 10^e armée française et la 1^{re} armée britannique vont entreprendre de conserve en Artois et qui se prolongera jusqu'au 25 juin. Obtenir la rupture du front ennemi, c'est le résultat que vise le général en chef, mais, d'abord, il veut atteindre, autour d'Arras, un certain nombre d'objectifs, et, en premier lieu, les hauteurs du Nord-Est, particulièrement cette fameuse crête de Vimy, dont le nom est si souvent revenu dans les communiqués et qui commande toute la plaine de Douai. Cinq corps d'armée, les 21^e, 33^e, 20^e, 17^e, 10^e, échelonnés des pentes de Notre-Dame-de-Lorette à Arras, et appuyés au nord par le 9^e corps, qui marche sur Loos, partent à la fois le 9 mai, progressent vers Souchez, enlèvent la Targette et une partie de Neuville-Saint-Vaast, atteignent même, en quelques heures, Givenchy et la crête de Vimy et croient percer les lignes ennemies. Le 33^e corps, que commande toujours le général Pétain, s'est particulièrement distingué dans cette brillante opération. C'est lui qui, à dix heures du matin, après une minutieuse préparation faite par des batteries dont le général personnellement vérifié le tir, s'est élancé à l'assaut de la crête de Vimy et a, en une heure, atteint la fameuse cote 140. Des éléments ont pénétré jusque dans les villages de Vimy et de Givenchy-en-Gohelle. Mais le mouvement a été si rapide que les réserves ne sont pas à pied-d'œuvre et tout ce que nous pouvons faire, c'est d'occuper, les jours suivants, Carency, Ablain-Saint-Nazaire et Notre-Dame-de-Lorette. Tout l'effet de la surprise est amorti.

Les Allemands ont amené des divisions pour réparer la brèche qui s'ouvrait, et, désormais, nous commençons à piétiner sur un champ de bataille ensanglanté. Il nous faut accomplir des miracles d'endurance et d'énergie pour conquérir maison par maison Neuville-Saint-Vaast, pour nous emparer de la sucrerie de Souchez et pour pénétrer pas à pas dans les derniers détours du Labyrinthe, où mugit le nouveau minotaure. C'est en vain que, le 16 juin, nous tentons encore d'enlever la crête de Vimy; la magnifique avance du 33^e corps demeure inefficace et le front retombe lourdement dans l'immobilité. Mais, comme depuis le 9 mai nous avons pris aux Allemands 7,500 prisonniers, 24 canons, 150 mitrailleuses, c'est encore sur Arras qu'ils exercent leurs représailles et, le 30 juin, ils lancent sur la ville 12,000 ou 15,000 obus de tous calibres, depuis le 77 jusqu'au 420, brûlent un grand nombre de maisons blessent ou tuent beaucoup d'habitants. Le bombardement est aussi intense les jours suivants. Le 5 juillet, la cathédrale, la chapelle du couvent des Charriottes, l'abbaye des moines de Saint-Vaast, avec notre riche bibliothèque et votre musée, deviennent la proie des flammes; le 10, c'est votre charmante église Saint-Jean-Baptiste, qu'est, à son tour, détruite par les obus inces-

dières; puis, tous les monuments de la ville sont atteints les uns après les autres: la préfecture, le palais de justice, les hôpitaux, la gare, l'hôtel des postes, et, chaque fois qu'éclate un incendie, l'ennemi, qui se trouve à moins d'un kilomètre de la ville, lance sur le lieu du sinistre des obus fumants pour empêcher soldats et pompiers de travailler à l'extinction.

En septembre et octobre 1915, recommence l'offensive. Nous nous emparons de Souchez; nous prenons pied sur la crête de Vimy, mais sans pouvoir l'occuper entièrement; les Anglais entrent dans Loos; et puis, cette fois encore, la bataille s'assoupit sans que nous ayons obtenu des résultats appréciables; nous restons face à face avec l'ennemi sur un front qui tend de plus en plus à la fixité et la ville d'Arras, toujours comprimée par les lignes allemandes, continue à être martelée par l'artillerie.

Pendant toute l'année 1916, les grandes opérations chôment dans l'Artois; mais à Vimy et à Givenchy, c'est encore toute une série d'attaques et de contre-attaques qui se renouvellent sans cesse et qui finalement ne modifient guère les positions respectives des armées.

Au printemps de 1917, pour échapper à l'offensive dont nous les menaçons, les Allemands se replient sur la ligne Hindenburg et les Anglais entament en Artois une suite ininterrompue d'actions vigoureuses qui les conduisent jusque dans les faubourgs de Lens et qui font tomber entre leurs mains 19,000 prisonniers, ainsi qu'un important matériel de guerre. L'étreinte qui, depuis 1914, étouffait Arras s'est relâchée; les lignes ont été reportées à Guémappe, à Rœux, à Fresnoy, mais votre ville n'est pas encore à l'abri de l'artillerie à longue portée et elle passe un nouvel hiver dans le voisinage d'un perpétuel danger.

Enfin, lorsqu'au mois de mars 1918, les armées alliées se préparent à recevoir le choc des armées allemandes, grossies de toutes les divisions qui ont été ramenées de Russie, l'autorité militaire ordonne aux habitants d'Arras d'évacuer la ville à laquelle ils sont restés si fidèlement attachés. Pendant toute la durée d'un siège opiniâtre, ils se sont obstinés à demeurer là, au nombre de plusieurs centaines. Quelques conseils qu'on leur donnât de s'éloigner, ils n'avaient pas voulu partir. Je les ai vus en diverses occasions; je me suis entretenu avec beaucoup d'entre eux; j'ai visité, dans les caves où ils étaient alités, ceux qui avaient été blessés dans les bombardements; j'ai pu admirer chez tous le même sang-froid et la même fermeté. En mars 1918, ils se sont inclinés à contre-cœur devant l'ordre qui leur était donné; ils ont quitté la ville; mais le lendemain même, 150 d'entre eux revenaient, ramenés par une force irrésistible à leurs foyers dévastés.

La destinée d'Arras reste pourtant indécise pendant quelques mois encore. L'offensive allemande s'étend jusqu'à Gravelles,

Monchy, Croisilles, Ervillers, et vous pouvez craindre de voir de nouveau l'ennemi aux portes de la ville. Mais bientôt il s'arrête essouffé sur la ligne Arleux-en-Gohelle, Feuchy, Henin-sur-Cojeul; et le calme se rétablit jusqu'au 26 août. A cette date, les rôles sont intervertis; les alliés ont repris l'initiative des opérations; et c'est la première armée britannique qui lance une offensive à l'est d'Arras. Elle remporte aussitôt de brillants succès. En moins de quarante-huit heures, elle atteint Gravelles, Pelves, Vis-en-Artois, Fontainelles-Croisilles et dégage définitivement Arras. Von Boëhm abandonne tout le pays d'ici à Bapaume; et, talonné par le général Byng, bat en retraite par Bullencourt, dans la direction de Cambrai. C'est le commencement de la débâcle allemande.

Arras reste avec 1,500 maisons démolies; 1,700 partiellement détruites; 1,600 plus ou moins endommagées; les obus ont tué dans ses rues ou enseveli sous les décombres un grand nombre de soldats français et anglais et plus de deux cents civils; cent cinquante habitants ont été blessés; toute la campagne environnante est ravagée; les villages sont pulvérisés; mais, dans cette contrée désolée, la population, qui n'a pas eu une heure de défaillance, se retrouve, du jour au lendemain, prête au travail et volontairement entraînée à l'effort nécessaire de reconstruction. Non pas certes qu'elle puisse oublier ses souffrances; non pas qu'elle soit en mesure d'attendre longtemps encore les réparations auxquelles elle a droit. Mais elle fait confiance au Gouvernement de la République et à la nation; et, en même temps, elle commence bravement par s'aider elle-même. Après l'avoir vue et admirée dans les jours d'anxiété, je suis heureux de la féliciter aujourd'hui pour le grand exemple d'énergie morale qu'elle a donné dans la guerre et qu'elle continue à donner dans la paix.

Au nom du peuple français, je remets à la Ville d'Arras la Croix de la Légion d'honneur et la Croix de guerre.

Ce discours est longuement applaudi par la population aux cris de: « Vive la France! Vive Arras! Vive le Président! »

Le maire de la ville, au nom de ses administrés, adresse ses remerciements au Président de la République.

Après une courte visite à l'Hôtel de ville, M. Poincaré part pour Bapaume où il est reçu par M. Lequette, maire et par la municipalité. Au milieu d'une assistance recueillie il prononce l'allocution suivante:

Messieurs, depuis la guerre de 1870, la ville de Bapaume avait coutume de célébrer tous les ans, dans une manifestation patriotique, la victoire remportée près d'ici sur les Allemands par le général Faidherbe et de commémorer, en même temps, le souvenir des combattants qui avaient succombé au cours de l'année terrible. Aujourd'hui, dans votre commune affreusement dévastée, la statue de Faidherbe ne se dresse plus pour rappeler un succès éphémère des troupes françaises; elle a été

enlevée, comme tant d'autres, par les Allemands; mais, du moins, lorsque Bapaume se sera relevée et lorsqu'elle honorerait dans l'avenir les soldats tombés sur les champs de bataille, elle pourra fêter, en même temps, la reconstitution de notre unité nationale.

Votre ville, messieurs, est une de celles qui auront payé le plus cher le triomphe du droit. Au mois d'août 1914, lorsque le général d'Amade a dû se replier devant la violence des attaques allemandes, les 61^e et 62^e divisions ont eu, dans les environs de Bapaume, des engagements très durs: l'une à Beugny et à Ginchy, l'autre à Bertincourt et à Sailly-Saillisel; mais la première s'étant retirée vers Martinsart et la seconde vers Saint-Pol, la région de Bapaume s'est trouvée, dès la fin d'août, totalement ouverte aux incursions allemandes.

Battu sur la Marne, l'ennemi avait semblé, d'abord, évacuer définitivement votre contrée. Nos reconnaissances ne signalaient plus que de faibles détachements dans les environs de Cambrai. Vous pouviez vous supposer à l'abri de tout retour offensif. Mais bientôt, dans la seconde moitié de septembre, voici que de nouvelles forces allemandes se concentrent au nord de Bapaume. Pour tâcher de les repousser vers le Nord et vers l'Est, le général Joffre envoie ici le général Brugère, avec un groupe de divisions territoriales. La bataille s'engage et Bapaume se trouve au centre même de la lutte qui commence.

Le 26 septembre, la 82^e division territoriale tient le front Ginchy-Lesbœuf; la 84^e, le front le Transloy-Barastre. Le général Beaudemoulin, qui, deux mois plus tôt, était secrétaire général à l'Elysée, commande la cavalerie aux environs de Bertincourt. Le général Brugère installe son poste de commandement au pied du monument de Bapaume. Il a deux divisions en réserve. Deux autres lui arrivent dans la région de Guillemont.

Dans la matinée du 26, l'ennemi est déjà aperçu à Vélou, Morchies, Beaumetz-lès-Cambrai, Ruyaulcourt. Une forte colonne allemande marche de Sailly-Saillisel sur le Mesnil-en-Arrouaise. La 84^e division, appuyée par la cavalerie, l'attaque vaillamment, mais, arrêtée par un terrible feu d'artillerie, elle est bientôt ramenée en arrière. La 88^e division, à son tour engagée, reprend le Transloy, mais ne s'y peut maintenir. La 82^e s'empare de Ginchy, mais est bientôt refoulée sur le front Lesbœuf-Longueval. Les efforts se succèdent, suivis de succès fugitifs et de revers décourageants.

Le lendemain, Bapaume assiste à la défaite de toutes ses espérances. Ordre est donné aux divisions territoriales de se reporter sur la rive ouest de l'Ancre. Des détachements ennemis viennent aussitôt occuper votre ville et couvrir la concentration d'importantes forces allemandes qui affluent déjà dans les environs.

Jusqu'à la fin d'octobre, de vifs combats se livrent dans toute la contrée voisine, à

Miraumont, à Achiet, à Courcelles-le-Comte, à Gommécourt, à Hannescamps; puis, l'incendie s'éteint, la bataille s'apaise, le front se fixe peu à peu, laissant Bapaume à 16 kilomètres environ derrière les lignes allemandes, c'est-à-dire assez près encore pour que la ville soit exposée à recevoir les projectiles de l'artillerie lourde à grande puissance, mais, hélas! assez loin pour qu'elle soit séparée d'Arras ou de Béthune par un abîme infranchissable.

Bapaume demeure donc désormais à la merci de l'occupant. Elle supporte avec résignation les souffrances qui lui sont infligées et attend, en pleine confiance, le retour des armées alliées. Mais les jours passent, les mois, les années. En juillet 1916, pendant notre offensive de la Somme, Bapaume comprend, au bruit du canon et à la vue des nombreux blessés allemands, que nous avançons, que nous nous rapprochons d'elle. Et, en effet, au mois d'octobre, les Anglais ne sont plus, messieurs, qu'à 4 kilomètres de vous; mais ils sont arrêtés devant cette butte de Warlencourt qui commande votre ville, qui a été la scène de luttes si opiniâtres et dont vous avez demandé le classement à titre de site historique, pour perpétuer de glorieux souvenirs. Les Anglais ne progressent donc plus; la belle saison est finie; les jours raccourcissent; les pluies détrempent le sol; nos alliés sont obligés de suspendre les vaillantes offensives qui faisaient battre vos cœurs. Bapaume est condamnée à passer un hiver de plus sous le joug de l'ennemi.

Au mois de mars 1917, l'armée britannique recommence ses attaques. Ivres de fureur, les Allemands dévastent la ville et les villages voisins. Lorsque les Anglais entrent dans Bapaume le 17 mars, tout est incendié; il ne reste que deux maisons qui aient encore une partie de leurs toits; les vergers sont partout saccagés; les troncs des arbres fruitiers sont tranchés par la sauvagerie de hordes en délire; les puits sont comblés de terre ou empoisonnés d'ordures. Des mines à fusée retardée sont cachées çà et là dans les caves; et le 25 mars, lorsque deux députés, MM. Albert Taillandier et Raoul Briquet, arrivent pour tenter de porter secours aux concitoyens qu'ils espèrent trouver en pays libéré et lorsqu'ils descendent dans les caves de votre hôtel de ville pour y passer la nuit en compagnie des soldats australiens, une explosion formidable détruit tout à coup ce qui reste du monument municipal, de ses colonnades doriques tronquées, de ses salles Renaissance et de son pittoresque beffroi; tout s'effondre et MM. Briquet et Taillandier meurent tous deux victimes de leur dévouement.

A l'heure de ce drame, le supplice de Bapaume n'est cependant pas terminé. La grande offensive allemande du mois de mars 1918 vient arracher, de nouveau, votre ville aux armées alliées. Pendant que la 5^e armée britannique, que commande le

général Byng, est elle-même contrainte de céder à la pression de l'ennemi et de se replier à l'ouest de Bapaume.

Mais, au mois d'août suivant, les troupes du général Byng prennent une éclatante revanche. En moins de quinze jours, elles rejettent sur la ligne Hindenburg l'ennemi déconcerté; elles enlèvent toutes les positions où essaie vainement de se cramponner le kronprinz de Bavière; elles encerclent Bapaume, que finalement les néo-Zélandais enlèvent, dans la matinée du 29 août, aux soldats de von Boehm, qui s'enfuient en déroute.

Votre ville n'était plus malheureusement qu'un amas de décombres. A peine cependant était-elle libérée que vous y êtes revenus par centaines et qu'avec un courage exemplaire vous vous êtes remis au travail pour relever vos ruines. Comment le Gouvernement de la République pourra-t-il jamais vous remercier assez de votre vaillance et vous récompenser de vos sacrifices?

La ville de Bapaume a droit à la reconnaissance nationale. Au nom de la France, je lui exprime de chaleureuses félicitations et je lui décerne la croix de la Légion d'honneur.

Lorsque M. Poincaré épingle sur un coussin de soie blanche aux armes de la ville la croix de la Légion d'honneur, les cris de : « Vive la République! vive la France! vive Bapaume! vive Poincaré! » se font entendre.

Le maire remercie le Président du réconfort qu'il apporte à ses concitoyens.

Après avoir parcouru la ville, M. Poincaré se rend dans un baraquement en bois, où un vin d'honneur lui est offert.

Le Président de la République est rentré à Paris dans la soirée.

Réceptions officielles du 1^{er} janvier.

A l'occasion de la nouvelle année, le Président de la République, ayant auprès de lui les ministres, les sous-secrétaires d'Etat, les secrétaires généraux de la présidence et les officiers attachés à sa personne, recevra à l'Elysée, le jeudi 1^{er} janvier, à dix heures, le président du Sénat, les membres du bureau du Sénat et MM. les sénateurs.

A dix heures et demie, le président de la Chambre des députés, les membres du bureau de la Chambre et MM. les députés.

Le Président de la République, accompagné des ministres, des sous-secrétaires d'Etat, des secrétaires généraux de la présidence et des officiers attachés à sa personne, se rendra à onze heures au palais du Luxembourg chez le président du Sénat.

A onze heures et demie, au palais de la Chambre des députés, chez le président de la Chambre.

Les réceptions des corps constitués ainsi que des députations et des délégations des diverses administrations publiques n'auront pas lieu cette année. Il en sera de même en ce qui concerne les délégations de l'armée et de la marine.

SÉNAT

ANNÉE 1919

SESSION EXTRAORDINAIRE

MM. les sénateurs sont informés qu'à l'occasion de la nouvelle année, M. le Président de la République recevra au palais de l'Elysée, le 1^{er} janvier 1920, à dix heures, M. le président du Sénat, les membres du bureau du Sénat et MM. les sénateurs.

A onze heures, M. le président du Sénat aura l'honneur de recevoir M. le Président de la République dans les salons de la présidence.

MM. les sénateurs sont priés de vouloir bien revêtir la tenue de ville (redingote), sans écharpe ni insignes.

Ordre du jour du mardi 30 décembre.

A quinze heures et demie. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification des décrets des 26 et 28 août 1919, relatifs à la prohibition de sortie de diverses marchandises. (N^{os} 583 et 637, année 1919. — M. Jean Morel, rapporteur.)

2. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^{re} ouverture sur l'exercice 1920 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1920; 2^e autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. (N^{os} 771 et 772, année 1919. — M. Millier-Lacroix, rapporteur.) — Urgence déclarée.

3. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser l'augmentation du capital garanti par la compagnie des chemins de fer du Midi à la société des voies ferrées départementales du Midi. (N^{os} 652 et 773, année 1919. — M. Belhomme, rapporteur.) — Urgence déclarée.

4. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 13 juin 1919 fixant la liste des marchandises qui demeurent provisoirement prohibées à l'importation. (N^{os} 526 et 638, année 1919. — M. Jean Morel, rapporteur.)

La séance du mardi 30 décembre est la 7^e de la session extraordinaire et la 103^e de l'année 1919.

Les billets portant la date dudit jour et valables pour cette séance comprennent :

1^{er} étage. — Depuis M. Jean Dupuy, jusques et y compris M. Genoux.

Tribunes. — Depuis M. Chapuis, jusques et y compris M. Flaissières.

Les billets distribués ce jour seront valables pour la 109^e séance et comprennent :

1^{er} étage. — Depuis M. Albert Gérard, jusques et y compris M. Jonnart.

Tribunes. — Depuis M. Flandin, jusques et y compris M. Lebert.

Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le 30 décembre.

N^o 765. — Rapport de M. Henry Chéron sur la proposition de loi, modifiée par la Chambre des députés, relative à l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels.

Convocation du mardi 30 décembre.

Commission des finances; — à quatorze heures.